

Mettre en place des jardins collectifs ou communautaires destinés et adaptés aux populations défavorisées

Mise en contexte

En continuité avec le document ministériel actuellement en rédaction et présentant une approche intégrée pour améliorer l'accès aux aliments de qualitéⁱ, la présente fiche met de l'avant les tenants et aboutissants d'une intervention reconnue comme prometteuse, et ce, en cohérence avec les objectifs de l'approche précitée, c'est-à-dire : bâtir la sécurité alimentaire des communautés et contrer l'insécurité alimentaire des personnes, tout en favorisant une saine alimentation pour tous.

Des professionnels de santé publique des centres intégrés de santé et de services sociaux (CISSS) et des centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux (CIUSSS) désiraient en savoir plus sur les « pratiques prometteuses » pour favoriser l'accès à des aliments nutritifs pour les populations

Améliorer l'accès physique et économique aux aliments nutritifs contribue à la sécurité alimentaire des communautés.

Mettre en place des interventions pour nourrir les ventres sans égard à la qualité des aliments, c'est tolérer des inégalités grandissantes entre les riches et les pauvres.

défavorisées ou mal desservies. Pour répondre à leur besoin, plusieurs fiches d'intervention ont été conçues et viennent présenter des interventions possibles à l'échelle territoriale ou locale pour améliorer l'accès physique et économique aux aliments nutritifs pour les populations défavorisées.

Ces fiches d'intervention deviennent donc des **outils inspirants** pour ces professionnels de santé publique et leurs nombreux partenaires. Aucune des

fiches d'intervention n'est une pratique « clé en main » qu'il se doit de mettre en place dans tous les territoires. Une seule intervention ne peut être considérée comme une panacée à un problème aussi complexe que l'insécurité alimentaire. Au contraire, ces fiches se veulent un point de départ aux réflexions des différents partenaires mobilisés pour la cause et laissent toute la place à une grande créativité.

ⁱ Au moment de diffuser cette fiche, le document ministériel présentant une approche intégrée pour améliorer l'accès aux aliments de qualité n'a pas été diffusé et est à l'étape de rédaction.

Par conséquent, mettre en place des jardins collectifs ou communautaires destinés et adaptés aux populations défavorisées est **une intervention parmi d'autres** qui a le potentiel d'améliorer l'accès physique et économique aux aliments nutritifs pour les populations défavorisées¹. Avant de planifier et de réaliser une telle intervention, il faut d'abord s'assurer que l'intervention répond bien aux problèmes vécus par les populations défavorisées pour s'approvisionner en aliments nutritifs. Pour connaître d'autres interventions prometteuses visant à améliorer l'accès aux aliments nutritifs pour les populations défavorisées, il suffit de consulter les autres fiches d'intervention disponibles.

Définitions

En quelques lignes à peine, cette section permet de cerner en quoi consiste cette intervention.

Un **jardin collectif** est une parcelle de terre unique sur laquelle un groupe de personnes s'organise et se partage les responsabilités en vue d'y produire des aliments qui seront partagés lors de la récolte ou remis partiellement à des organismes communautaires œuvrant auprès des populations défavorisées. Historiquement développées dans une optique d'autonomie et de sécurité alimentaire (intervention sociale), de lutte à la pauvreté et de militantisme écologique (sauvegarde d'espaces verts), les missions des jardins collectifs ont toutefois tendance à se diversifier^{2,3,4}.

Un **jardin communautaire** est composé de plusieurs parcelles individuelles (aussi appelées lots, lopins ou jardinets), habituellement réservées aux résidents du secteur. Les parcelles sont attribuées à des personnes qui les cultivent individuellement, chacune de leur côté. En général, ces espaces cultivables sont loués sur une base annuelle, pour une somme accessible à toutes les bourses. Les jardins communautaires sont généralement mis en place par la municipalité dans une optique récréative et de loisir, tout en jouant un rôle structurant dans les quartiers^{5,6,7}.

L'**agriculture urbaine** est aussi un terme couramment utilisé pour désigner toute production d'aliments sur le territoire d'une ville. Elle se caractérise notamment par des pratiques culturelles intensives sur de petites surfaces, une implication importante de la communauté, et une relation étroite avec le cadre bâti existant. Les jardins collectifs et les jardins communautaires, lorsque réalisés en milieu urbain, sont des formes d'agriculture urbaine. L'agriculture urbaine représente donc une façon adaptée de concevoir des jardins au cœur des secteurs urbains où les îlots de verdure se font rares⁸.

Avantages / Objectifs poursuivis

Chaque type d'intervention présente des avantages et poursuit des objectifs particuliers. Cette section pourrait être utile pour valider si cette intervention est la plus adéquate pour répondre aux besoins de votre population.

Malgré certaines particularités liées à leur mission respective, les retombées des jardins communautaires et des jardins collectifs sont plutôt similaires⁹.

Mettre en place un jardin collectif ou communautaire aurait le potentiel d'influencer les habitudes alimentaires en :

- augmentant l'offre de fruits et légumes^{10,11}, ainsi que leur consommation par les jardiniers^{12,13,14,15};
- influençant une plus grande consommation d'aliments nutritifs et une amélioration des habitudes alimentaires chez les participants, même si cela n'est pas perçu comme tel par les individus^{16,17};
- augmentant le pouvoir d'achat pour d'autres produits de consommation essentiels en économisant sur les fruits et légumes produits et par la revente de surplus, si elle est autorisée par la municipalité^{18,19}.

Non loin de l'influence des habitudes alimentaires, l'implantation de jardins collectifs et communautaires possède aussi l'avantage de :

- contribuer au développement de compétences horticoles et d'être témoin d'un éveil à l'environnement et aux saines habitudes de vie^{20,21,22};
- donner accès à une activité d'autoproduction à des personnes en situation de défavorisation matérielle et sociale²³. Toutefois, il semble que la participation des populations défavorisées soit mitigée²⁴.

Cette intervention prometteuse a aussi l'avantage d'influencer les perceptions des aliments ainsi que de l'environnement soit par :

- une perception positive (meilleur goût et valeur nutritive plus élevée) des aliments produits par le jardinier^{25,26,27,28};
- le potentiel de rendre plus esthétique les parcelles inutilisées et délaissées en milieu urbain et périurbain, tout en optimisant ces dernières^{29,30,31,32}.

De plus, des jardins collectifs ou communautaires implantés dans des quartiers pourraient agir sur la vie communautaire en :

- améliorant la vie communautaire et associative du secteur ou de la localité par un espace de socialisation, une contribution à l'intégration sociale de gens exclus ou isolés et de nouveaux arrivants. Cela favorise aussi le développement de liens et d'activités intergénérationnels^{33,34,35,36};
- réduisant potentiellement la criminalité à l'échelle du voisinage³⁷;
- induisant des bienfaits sur la santé mentale^{38,39};
- mettant possiblement en place des mécanismes informels de soutien concourant au développement d'un sentiment d'appartenance^{40,41}.
- créant un espace d'apprentissage ou de manifestation d'une citoyenneté active ou d'une forme de démocratie directe, ainsi qu'un développement du « sens de l'engagement », du « sens des responsabilités » et du pouvoir d'agir chez les membres.^{42,43}

Finalement, la mise en place de jardins collectifs et communautaires propose des effets collatéraux comme :

- la contribution à la réduction d'îlots de chaleur urbains, à la diminution potentielle des gaz carboniques émis ainsi qu'à la réduction des coûts de climatisation estivale de bâtiments ayant un jardin réalisé sur le toit^{44,45,46,47};
- la contribution à un mode de vie physiquement actif^{48,49,50,51,52} en améliorant l'endurance musculaire et la souplesse^{53,54,55}. Il s'agit d'une activité particulièrement profitable pour les aînés⁵⁶.

Conditions gagnantes

Cette section présente certains aspects des interventions qui apparaissent comme incontournables pour assurer le succès de l'intervention.

Gestion et animation des jardins

- Les bénéfices sociaux des jardins communautaires ou collectifs sont souvent tributaires des personnes qui les animent. L'engagement de l'animateur et des participants est essentiel⁵⁷.

Enseignement des techniques de conservation

- Le recours à diverses techniques de conservation (comme la mise en conserve et la congélation) est une solution intéressante pour traiter les surplus issus du jardin et prolonger la période pendant laquelle les personnes défavorisées ont accès à des aliments nutritifs qu'ils ont cultivés. Plusieurs jardins collectifs organisent d'ailleurs des ateliers de formation et d'expérimentation permettant à leurs membres de s'initier à ces techniques⁵⁸.

Partenariat

- Il est essentiel de pouvoir compter sur un réseau de partenaires diversifié et d'avoir accès à des partenaires d'expérience pour le démarrage du projet.
- Lorsqu'un premier partenaire accepte de soutenir financièrement le projet, même lorsque l'investissement est minimal, cela favorise l'engagement d'autres partenaires⁵⁹.
- Les rôles de chaque partenaire doivent être bien définis et des ententes doivent être prises pour contractualiser l'engagement des différentes autorités et des différents partenaires financiers⁶⁰.
- Il est essentiel d'adopter une approche « gagnant-gagnant » avec l'ensemble des partenaires. Chacun de ceux-ci doit y trouver leur compte pour assurer non seulement la mise en place de l'initiative, mais aussi pour pérenniser celle-ci dans le temps.

Transport

- Implanter des jardins communautaires ou collectifs est une intervention pertinente, encore faut-il s'assurer que les personnes défavorisées sont en mesure de se déplacer vers ces lieux d'approvisionnement. Idéalement, l'intérieur des quartiers serait des lieux à privilégier afin de soutenir les déplacements actifs et en transport collectif sur de courtes distances.

Prévoir des stratégies de pérennisation

- Au moment d'élaborer l'intervention, il est important de bien évaluer sa faisabilité et son potentiel de pérennité.

- Concevoir l'intervention pour qu'elle soit simple à mettre en œuvre et qu'elle requiert un investissement minimal (en coût et en temps) la rend plus durable⁶¹.
- Établir de solides relations et le maintien d'une communication transparente avec les différents partenaires et la communauté⁶².
- La pérennité des jardins communautaires et collectifs peut être favorisée par leur intégration dans le schéma d'aménagement de la municipalité et dans le Plan de développement de la zone agricole (PDZA)ⁱⁱ de la municipalité régionale de comté (MRC)⁶³. L'identification en tant que jardins communautaires/collectifs ou en tant qu'espace vert dans le règlement de zonage du lieu en question est une bonne manière de rendre permanente la décision.
- Il serait important d'évaluer l'intervention mise en place, car cette évaluation permettrait d'appuyer le maintien en vigueur desdites interventions qui obtiennent des résultats positifs⁶⁴.

Suivi et évaluation

- Il est important de prévoir des modalités de suivis et d'évaluation de l'intervention qui est mise en place. En effet, l'évaluation^{65,66}:
 - ✓ permet au groupe de partenaires d'examiner ses réalisations d'un œil critique et de faire des ajustements au besoin;
 - ✓ facilite la planification des actions futures en évitant de refaire les mêmes erreurs et en s'assurant de mettre en place les conditions gagnantes;
 - ✓ aide le groupe à préciser ses objectifs, ses motivations et le choix de ses partenaires;
 - ✓ aide à convaincre les bailleurs de fonds ou la collectivité du bien-fondé du projet;
 - ✓ permet au groupe de s'assurer de l'utilité et de l'importance de chacun des aspects du projet;
 - ✓ appuie le maintien en vigueur des interventions qui obtiennent des résultats positifs.

ⁱⁱ Le Plan de développement de la zone agricole (PDZA) est un document de planification qui vise à mettre en valeur la zone agricole d'une municipalité régionale de comté (MRC) en favorisant le développement durable des activités agricoles. Il repose sur un état de situation et sur la détermination des possibilités de développement des activités agricoles. Il est réalisé par une MRC, en concertation avec les acteurs du milieu. (Source : <http://www.mapaq.gouv.qc.ca/fr/Productions/developpementregional/Pages/PDZA.aspx>)

Principaux partenaires à mobiliser

Le travail en concertation est nécessaire, et cette section identifie les principaux partenaires à mobiliser et les leviers dont ils disposent pour agir en faveur d'une implantation réussie.

- Il est possible de rejoindre rapidement et efficacement plusieurs partenaires déjà mobilisés pour améliorer l'accès aux aliments nutritifs pour les populations défavorisées en contactant des tables de concertation existantes sur le territoire comme les **Tables intersectorielles régionales en saines habitudes de vie** (TIR-SHV) et les **Tables de concertation en sécurité alimentaire** par exemple.
- La participation des citoyens est essentielle. Il est important de planifier, d'élaborer et de réaliser le projet de jardin avec la clientèle que l'on désire rejoindre. Ainsi, la population défavorisée doit être interpellée directement dans les lieux de décisions. La participation de la population aux processus de décision favorise certainement l'adoption ou l'assouplissement d'une réglementation municipale facilitant le verdissement des espaces urbains et la végétalisation des toits.⁶⁷

Secteur de la santé

- Dans chacune des régions du Québec, des professionnels en nutrition, en sécurité alimentaire et en développement des communautés travaillent dans les **directions de santé publique** des CISSS et des CIUSSS. Leur objectif est de maintenir et améliorer la santé de la population et de réduire les inégalités sociales de santé. Puisque l'accès à des aliments nutritifs est un facteur qui influence la santé de la population et les inégalités sociales de santé, ces personnes peuvent être d'un grand soutien pour aider les communautés à^{68,69}:
 - réaliser un portrait de la situation. Ceci consiste, entre autres, à analyser la qualité de l'offre alimentaire actuelle dans le secteur, à recueillir et mieux comprendre les habitudes, les besoins, les goûts et les préférences des personnes défavorisées, ainsi qu'à identifier les principaux problèmes d'accès aux aliments nutritifs et les ressources disponibles dans le milieu qui pourraient contribuer à améliorer la situation;
 - prendre des décisions éclairées quant aux priorités à retenir et aux interventions à élaborer, en fournissant plusieurs informations et connaissances théoriques et empiriques sur l'état de santé de la population et les éléments qui l'influencent;
 - sensibiliser la population et les acteurs de différents secteurs d'activité aux problèmes d'accès aux aliments nutritifs et aux solutions potentielles pour les régler;
 - bâtir un argumentaire, réaliser des avis, des recommandations ou des plaidoyers afin d'amener différents partenaires à s'engager dans l'action pour améliorer l'accès aux aliments nutritifs pour les populations défavorisées;

- planifier et réaliser des interventions adaptées aux besoins des collectivités en tenant compte des conditions d'efficacité reconnues. Les professionnels de la santé publique peuvent aider à déterminer les objectifs, les cibles et les activités à réaliser, et à trouver des solutions aux divers problèmes rencontrés lors du déploiement de l'intervention;
- s'engager dans une démarche participative, développer leur capacité d'agir et permettre aux individus d'acquérir ou de renforcer des habiletés personnelles;
- faire le suivi et évaluer la mise en œuvre et/ou l'efficacité de l'intervention mise en place, afin de l'ajuster au besoin pour qu'elle améliore réellement l'accès aux aliments nutritifs pour les populations défavorisées;
- produire des outils adaptés qui permettront d'améliorer l'offre alimentaire présente dans les lieux d'approvisionnement et donc, d'améliorer l'accès aux aliments nutritifs pour les populations défavorisées.

Secteur municipal

- ***PRENDRE SOIN DE NOTRE MONDE*** est une démarche qui vise à créer des partenariats durables avec les municipalités et les municipalités régionales de comté (MRC). Tout en les mobilisant à prendre en compte la création et le maintien d'environnement favorables aux saines habitudes de vie, cette démarche vise à travailler avec eux et à répondre à leurs besoins. Les municipalités sont ainsi invitées, soutenues et accompagnées dans l'utilisation de leurs compétences municipales et de leurs leviers pour améliorer la qualité de vie de leurs citoyens. C'est dans cette logique que les interventions touchant le milieu municipal seront déployées pour les prochaines années. Cette section se veut donc un bref aperçu des options disponibles pour une municipalité en regard de l'intervention documentée ici.
 - Les **municipalités** peuvent faciliter l'implantation de jardins communautaires et collectifs, car elles contrôlent la délivrance des permis, peuvent modifier leurs règlements de zonage, et utiliser les toits des bâtiments publics, les terrains (comme les parcs par exemple) ou encore les plates-bandes de la municipalité pour cultiver des légumes et des fruits. Les municipalités peuvent aussi intégrer les jardins communautaires et collectifs dans le Plan d'urbanisme de la municipalité et dans le Plan de développement de la zone agricole (PDZA)ⁱⁱⁱ et le schéma d'aménagement de la MRC. Elle peut aussi à une politique sur les saines habitudes de vie, à

ⁱⁱⁱ Le Plan de développement de la zone agricole (PDZA) est un document de planification qui vise à mettre en valeur la zone agricole d'une municipalité régionale de comté (MRC) en favorisant le développement durable des activités agricoles. Il repose sur un état de situation et sur la détermination des possibilités de développement des activités agricoles. Il est réalisé par une MRC, en concertation avec les acteurs du milieu. (Source : <http://www.mapaq.gouv.qc.ca/fr/Productions/developpementregional/Pages/PDZA.aspx>)

la politique familiale, à la politique de développement durable ou au projet Municipalité amie des aînés pour inscrire sa volonté de soutenir le développement des jardins et en assurer leur pérennité. L'implication de la municipalité dans un tel projet permet également d'assurer l'accès aux instruments aratoires, à l'eau, aux bacs de compostage et aux poubelles. La Direction du service des loisirs ainsi que celle des travaux publics et de l'urbanisme peuvent être mises à contribution. Plus largement, des concepts d'agriculture urbaine et d'urbanisme agricole peuvent être intégrés au document de planification de la ville^{70,71,72,73,74}.

Secteur communautaire

- Le **milieu communautaire** constitue un acteur central dans la mise en place de jardins, peu importe qu'il s'agisse de jardins communautaires ou collectifs⁷⁵.
- La **banque alimentaire** régionale (**Moisson**) organise probablement des rencontres entre les jardins collectifs du territoire afin de favoriser la transmission de connaissances, la création de liens et le partage de bonnes idées pour élaborer des projets⁷⁶.
- Le **Regroupement des jardins collectifs du Québec**, mis sur pied en 2007, soutient un réseau régional de jardins collectifs. En effet, leur mission est de favoriser l'émergence et la consolidation des jardins collectifs dans la province, de regrouper les jardins collectifs et de les soutenir dans leur développement, rayonnement et autonomie, de défendre les intérêts des jardins collectifs, de promouvoir les avantages sociaux, économiques et environnementaux du jardinage collectif et de favoriser la solidarité, le partage d'expertises et d'expériences entre les membres. Du côté des jardins communautaires, il n'existe à ce jour aucun regroupement, ni à l'échelle provinciale, ni à l'échelle régionale⁷⁷.

Défis et enjeux à considérer

Lorsqu'une intervention est mise en place, plusieurs barrières peuvent survenir. Cette section met en lumière les différents aspects à considérer lors de l'élaboration ou l'implantation de ce type d'intervention.

Climat et saison

- Au Québec, le climat, la saisonnalité des récoltes et les variations des récoltes selon les conditions météorologiques font en sorte que les jardins demeurent un mode d'approvisionnement marginal au cours de l'année⁷⁸.

Terrain et espace disponibles

- En milieu urbain, l'espace disponible pour la culture est souvent une contrainte importante au développement de jardins communautaires et collectifs⁷⁹. De plus, avoir accès à une parcelle peut aussi être un enjeu; il n'y aurait pas assez de parcelles disponibles par rapport à la demande⁸⁰.
- Selon une étude réalisée dans la ville de Québec, le manque d'espaces cultivables n'est pas une limite à l'implantation de jardins. Le principal défi est que l'agriculture urbaine n'est pas traitée comme une activité capable de rivaliser avec d'autres usages pour l'occupation d'un site (ex. : développement immobilier)^{81,82}.
- Les règlements municipaux peuvent faciliter ou nuire à l'implantation de jardins. Par exemple, à New York, la propriété foncière des terrains demeure la principale barrière, car la municipalité peut réquisitionner en tout temps le terrain occupé par un jardin communautaire ou collectif pour en faire un usage différent⁸³. Il est donc préférable de vérifier auprès de la municipalité les règlements en vigueur.
- L'utilisation de parcelles de terres auparavant utilisées à d'autres fins que l'agriculture peut présenter des problématiques de santé publique, notamment en termes de contamination des sols et des aliments par les métaux lourds. La réhabilitation d'un terrain est un processus coûteux qui ne permet pas toujours d'en récupérer tous les usages⁸⁴.

Gestion et administration du jardin

- L'administration des jardins peut varier d'une région à l'autre, voire d'une municipalité à l'autre. Par exemple, à Montréal, les jardins communautaires sont incorporés au Service des sports, des loisirs et du développement social municipal. Tandis qu'à Québec, les jardins communautaires et collectifs ne sont pas administrés de manière centralisée, et la plupart d'entre eux sont incorporés sous forme d'organisation à but non lucratif (OBNL). Ces organismes ont des missions très diversifiées : regroupement environnementaliste, cuisines collectives ou organisations offrant des services aux nouveaux immigrants ou venant en aide aux femmes, aux personnes souffrant de problèmes de santé mentale, etc.⁸⁵.
- Le fonctionnement des jardins communautaires repose essentiellement sur l'engagement des jardiniers qui acceptent, sur une base volontaire, d'y occuper une charge administrative ou de s'impliquer dans un comité responsable du recrutement, des inscriptions, de l'animation, etc. Les jardins collectifs comptent généralement sur du personnel rémunéré. Dans tous les cas, les bénéfices sociaux de ces initiatives sont souvent tributaires des personnes qui les animent. L'engagement de l'animateur et des participants est essentiel⁸⁶.
- On note certaines lacunes en ce qui a trait à l'expertise des organismes et des municipalités en lien avec l'opération des jardins, notamment en lien avec la technique (engrais, semis, espèces de végétaux, récoltes, etc.)⁸⁷.

Vandalisme

- Le risque de vandalisme est toujours présent dans ce genre d'initiatives à ciel ouvert⁸⁸. Impliquer dès le départ les membres de la communauté dans la planification et la réalisation du jardin peut être une façon de limiter les risques de vandalisme.

Pistes d'action pour aller plus loin et exemples inspirants

Qu'il s'agisse d'une intervention déjà largement déployée sur le territoire ou d'une intervention novatrice, cette section peut servir d'inspiration afin d'aller un peu plus loin dans l'intervention ou de faire davantage de liens avec un autre type d'intervention complémentaire.

Cette section présente des interventions novatrices qui nous apparaissent particulièrement inspirantes, qu'elles soient réalisées au Québec ou ailleurs dans le monde.

La culture de fruits et légumes en **serres** permet de prolonger la saison de croissance et d'élargir la variété d'aliments cultivés⁸⁹. La culture en serre est particulièrement intéressante pour les communautés nordiques où le climat limite souvent les récoltes, mais aussi dans des cas d'éducation.

- D'ailleurs, ce type d'initiative semble bénéficier d'une certaine acceptabilité sociale comme en témoigne le projet de serres à Kuujjuaq où les Inuits ont démontré une grande curiosité et y voient une solution atteignable aux problèmes d'approvisionnement en nourriture fraîche. Les Inuits impliqués dans le projet de serres y voient aussi un potentiel pour l'éducation des jeunes, la création d'emplois et la réintégration sociale. Le projet de serre communautaire de Kuujjuaq connaît tellement de popularité dans le village qu'une deuxième serre a été construite en 2013, et les villages de Salluit, Kangiqsujuaq et Whapmagoostui-Kuujjuarapik envisagent des projets similaires. Les gens de ces villages croient tellement à ce nouveau modèle d'approvisionnement que la mine Raglan de la région songe à soutenir certaines de ces initiatives par le biais de leur programme *Community Social Investment*. En collaboration avec des détaillants, des camps de construction, d'une garderie et du Centre de recherche de Kuujjuaq, un projet de collecte de déchets organiques visant à fabriquer du compost qui sera utilisé dans les serres a vu le jour. Ce projet a permis la réintégration sociale de personnes vivant avec une maladie mentale^{90,91}.
- Dans l'ancien espace de stationnement d'un complexe d'habitations à loyers modiques (HLM) du quartier Mercier-Ouest, à Montréal, se tient maintenant la mini serre éducative *Vert l'harmonie*. Le projet est porté par l'organisme *Projet Harmonie* qui a mobilisé de nombreux partenaires et s'est assuré d'impliquer chacun d'eux dans le plus grand nombre de décisions possibles. Ouverte trois saisons

par année, cette serre vise l'amélioration des relations entre les résidents du complexe HLM et les gens du quartier, l'implication accrue des résidents dans leur milieu de vie et l'appropriation de l'espace, la création d'un sentiment de fierté et de sécurité, l'augmentation de la pratique du jardinage, du couvert végétal, de même que la prise de conscience collective face aux enjeux de développement durable.⁹²

Les jardins mis en place sur le **toit** d'un édifice bénéficient de conditions d'ensoleillement souvent exceptionnelles, ce qui permet d'allonger la saison de production et de mieux réussir des cultures qui exigent beaucoup de chaleur⁹³. Ainsi, ils prolongent les bienfaits des jardins sur une plus longue période et permettent d'augmenter la variété de fruits et légumes cultivés et accessibles pour les populations défavorisées.

- La Butineuse offre des repas du midi à une cinquantaine d'enfants fréquentant les écoles primaires du secteur Vanier à Québec. En période estivale, la Butineuse offre des boîtes à lunch au camp d'été de l'arrondissement. Un jardin sur le toit de l'immeuble abritant l'organisme fournit une quantité appréciable de fruits et légumes frais. Le financement des activités est complété par la vente de repas sous vide (pour les garderies, aînés, familles) ou d'un service de traiteur⁹⁴.

Les initiatives de jardinage peuvent être réalisées dans différents **contextes institutionnels** : services de garde éducatifs à l'enfance, écoles, coopératives d'habitation, municipalités, universités, organismes à but non lucratif, etc. Un jardin collectif réalisé avec les enfants en milieu scolaire pourrait contribuer à augmenter la consommation de fruits et légumes chez ces derniers⁹⁵. À titre d'exemple, des jardins scolaires, des cours de cuisine et des visites à la ferme font partie des moyens que peuvent utiliser les écoles pour que les jeunes développent leurs connaissances et leurs compétences en la matière⁹⁶.

Parfois désignés sous le vocable « **fermes solidaires** », voici des exemples de grands jardins localisés en milieu rural, exploités collectivement et approvisionnant des organismes communautaires qui viennent en aide aux personnes démunies⁹⁷ :

- Plusieurs personnes et différents groupes viennent travailler bénévolement dans les Jardins Claude-Gosselin situés à Lévis dans la région de Chaudière-Appalaches : groupes de scouts, écoles, centres pour personnes âgées, centre jeunesse, etc. Plus de la moitié de la récolte annuelle est offerte aux cuisines collectives et à la banque alimentaire de l'organisme Le Grenier. Le reste est vendu au kiosque aménagé sur la ferme, où on peut également acheter des produits locaux. Les Jardins Claude-Gosselin sont en lien avec plus de 60 organismes de la région et agissent comme milieu de formation reconnu par la Commission scolaire locale, permettant à un certain nombre de personnes de réaliser les travaux afin d'obtenir une attestation d'études en horticulture. Les activités des Jardins Claude-Gosselin sont réalisées sans aide gouvernementale et uniquement grâce à des dons et à l'implication d'individus et d'entreprises sympathisantes.

- Le Centre Défi Jeunesse est un centre de formation et de ressourcement spirituel situé dans le comté rural de Lotbinière qui reçoit des hommes en situation de dépendance pour des séjours de quatorze mois. Ceux que l'on surnomme *Les Moissonneurs Solidaires*, c'est-à-dire les hommes du Centre Défi Jeunesse et une armée de bénévoles, cultivent plus de 15 hectares de terre pour produire au-delà de 400 000 kg de légumes par année. Ces légumes sont acheminés à un centre de lavage et de préparation, pour ensuite être distribués gratuitement à Moisson Montréal, Moisson Québec, Moisson Saguenay, Moisson Val-D'Or et Moisson Beauce. Il s'agit de la seule ferme au Canada à être exclusivement dédiée aux banques alimentaires. Cela permet d'accroître, en volume et sur une plus longue période de l'année, l'offre de légumes pour les personnes en situation de pauvreté tout en aidant les hommes en difficulté à réintégrer la société. La proximité avec les bénévoles permet également de démystifier les problèmes de dépendance auprès des gens de la région⁹⁸.
- Le projet *Cultiver l'espoir*, issu d'un partenariat entre le Regroupement des Magasins-Partage de l'île de Montréal et l'entreprise d'insertion sociale D-Trois-Pierres permettra de cultiver, à terme, 24 hectares de terres agricoles appartenant à la Ville. L'objectif est de produire 250 000 sacs (de 2,27 kg) de betteraves, carottes, choux et rutabagas biologiques destinés à des familles défavorisées. Ces légumes ont été choisis parce qu'ils se conservent longtemps et pourront être distribués pendant l'hiver. Par l'entremise du regroupement des Magasins-Partage, les légumes ont été acheminés à des banques alimentaires depuis l'automne 2015. Le responsable du développement durable au comité exécutif de la Ville de Montréal est fier de souligner qu'il s'agit du plus important projet d'agriculture urbaine au Canada. Afin d'atteindre l'autofinancement du projet en 2019, une partie de la récolte sera vendue à des grossistes de légumes biologiques⁹⁹.

Faciliter l'**agriculture en milieu urbain** est aussi une piste d'action à explorer. Elle permet d'optimiser des lots vacants à des fins d'agriculture et ainsi de rapprocher la culture des fruits et légumes des citoyens urbains :

- Dans le cadre d'un de ses programmes de revitalisation qui vise à donner accès à une saine alimentation, la Démarche des premiers quartiers de Trois-Rivières promeut l'**agriculture urbaine**. Elle distribue des *smart pots* aux résidents de ses secteurs et offre des ateliers sur le jardinage. Permettant aux gens de jardiner sur le balcon ou leur terrasse, ce sac de jardinage est un excellent moyen de récolter des fruits, des légumes et des fines herbes fraîches pour les citoyens qui sont à mobilité réduite et ceux qui n'ont pas de lot de terrain à cultiver¹⁰⁰.
- Les Urbainculteurs est un organisme sans but lucratif qui œuvre au développement d'une **agriculture urbaine** à Québec et à Montréal et qui s'est fait connaître notamment pour ses pots de jardinage en tissu qui permettent de cultiver des légumes même sans terres arables. En 2009, ils ont lancé avec succès un jardin collectif sur le toit de l'organisme l'Auberivière (refuge, soupe populaire et centre d'hébergement multiservice), et depuis, les demandes se multiplient pour en démarrer d'autres, notamment dans des complexes de logements sociaux¹⁰¹.

- Dans la région de la Mauricie-Centre-du-Québec, l'organisme *Économie communautaire de Francheville* (ECOF), une corporation de développement économique communautaire, a développé un projet ayant pour but de contribuer à revitaliser d'anciens quartiers de Trois-Rivières en augmentant le nombre d'espaces verts et l'accès à des logements abordables, à une saine alimentation et au transport actif. Réalisé grâce à la collaboration de nombreux partenaires issus de divers secteurs, ce projet a permis, entre autres, de mettre en place quatre jardins communautaires. Ces jardins sont accessibles à des familles et des individus en situation de pauvreté. Les résidents de ces secteurs sont d'ailleurs engagés dans l'entretien des jardins. Les jardiniers ont reçu des formations, participé à un comité d'encadrement du jardinage et collaboré aux activités sociales sur la sécurité alimentaire. Ces efforts ont augmenté la consommation de fruits et de légumes de 48 % chez ceux qui faisaient du jardinage. De plus, près de 60 % d'entre eux ont constaté que le jardinage avait contribué à améliorer leur qualité de vie et 87 % affirmaient que leur réseau de soutien social s'était amélioré¹⁰².
- Dans le cadre du *Philadelphia Orchard Project*, des vergers sont créés sur des terrains vacants, dans des jardins communautaires, des cours d'école et d'autres espaces presque exclusivement en zones défavorisées de la ville de Philadelphie. Le projet fournit les plantes, les arbres ainsi que de la formation. Les organismes communautaires et les bénévoles sont ensuite porteurs du projet puisqu'ils deviennent propriétaires des vergers qu'ils entretiennent et dont ils récoltent la production. Cette initiative permet de fournir des pommes chaque automne et des espaces verts tout au long de l'année à la communauté¹⁰³.
- La municipalité d'Athènes, en Grèce, récupère des espaces urbains inutilisés dans le but d'y développer des **fermes urbaines** et des jardins collectifs. Par exemple, elle a transformé en ferme urbaine un grand terrain vacant de 20 000 m² situé dans un secteur industriel et commercial. La création d'emplois réservés aux chômeurs et la production d'aliments frais destinés aux familles défavorisées sont des parties intégrantes de ce projet¹⁰⁴.

Outils disponibles

Cette section présente quelques outils disponibles pour faciliter la mise en œuvre de l'intervention.

- ✓ **Roblain S. (2013). *Petit guide de planification d'un jardin communautaire ou collectif*, Table de partenaires du développement social de Lanaudière, 12 p.** Ce guide est un outil de planification en neuf étapes qui se veut le point de départ d'une réflexion précédant le démarrage d'un jardin collectif ou communautaire. Il vise à aider les promoteurs du projet à mieux planifier et organiser leur jardin. Il présente une liste d'outils facilement accessibles ainsi que des adresses Internet à consulter.

- ✓ L'organisme **Croquarium** travaille de concert avec des groupes et des municipalités, et leur propose des services adaptés à leur réalité comme des ateliers éducatifs sur le jardinage ou des conférences¹⁰⁵. Croquarium offre aussi une formation accompagnée d'un guide et d'un service d'accompagnement personnalisé des milieux souhaitant mettre en place un jardin, l'intégrer dans leur approche pédagogique.
- ✓ **ChangeLab Solutions (2013) « Dig, Eat, and Be Healthy: A Guide to Growing Food on Public Property»** [En ligne] http://www.changelabsolutions.org/sites/default/files/Dig_Eat_and_Be_Happy_FINAL_20130610_0.pdf, page consultée le **21 juillet 2016**. Il s'agit d'un guide américain visant à faciliter la mise en place de jardins sur des propriétés publiques. Rédigé par un organisme à but non lucratif, le guide aide à identifier les opportunités, à faciliter les partenariats et à identifier les principaux enjeux qui caractérisent les propriétés scolaires. Il pourrait être inspirant et servir de base à une réflexion.
- ✓ **Institut national de santé publique du Québec et Québec en Forme (2015). Géoclip – Outil d'analyse de l'environnement bâti pour améliorer les habitudes de vie au Québec** [En ligne] <https://www.inspq.qc.ca/environnement-bati/accueil>, page consultée le **20 octobre 2015**. Géoclip est un outil très complet qui permet d'identifier rapidement sur une carte les secteurs géographiques les plus défavorisés et les moins bien desservis en aliments nutritifs. Toutes les régions du Québec y sont répertoriées. En cliquant sur votre région, il suffit ensuite de sélectionner les informations que vous désirez obtenir, et ces dernières s'affichent à l'aide d'un code de couleur sur la carte :
 - Population (nombre et proportion des différentes catégories d'âge des résidents, niveaux socio-économiques, proportion de familles monoparentales, proportion de familles multiethniques, etc.);
 - Indice de défavorisation (défavorisation matérielle et sociale à l'échelle locale, régionale ou nationale);
 - Environnement bâti (densité des logements et des immeubles résidentiels, proportion des logements construits avant 1946, etc.);
 - Environnement des services (présence d'espaces verts et de parcs, présence de déserts alimentaires, proximité des dépanneurs, restaurants-minute et commerces d'alimentation comme les supermarchés, les épiceries et les fruiteries par exemple, etc.).
- ✓ **Montréal - Arrondissement de Ville-Marie (2005). Le cahier de gestion du programme de jardins communautaires** [En ligne] http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/prt_vdm_fr/media/documents/Cahier_de_gestion.pdf, page consultée le **28 octobre 2015**. Bien qu'il n'ait pas été conçu pour répondre aux besoins des populations défavorisées, ce cahier de gestion peut être inspirant pour planifier la mise en place d'un jardin communautaire et en faciliter sa gestion. Différentes modalités de fonctionnement sont proposées : politique de tarification et de remboursement, processus d'inscription et d'attribution des parcelles de terre, règles de civisme, etc.

Rédaction et remerciement

Marie-Pier Parent, Service de la promotion des saines habitudes de vie, ministère de la Santé et des Services sociaux

Audrey Leblond, Service de la promotion des saines habitudes de vie, ministère de la Santé et des Services sociaux

Remerciement à tous les collaborateurs des **directions de santé publique**, du réseau de **Québec en Forme** et de différents **ministères**, qui ont généreusement partagé leurs connaissances, leurs expertises et leur opinion sur cette fiche, entre autres :

Chantal Blouin, Équipe Nutrition, Activité Physique et Poids, Institut national de santé publique du Québec

Éric Robitaille, Équipe Nutrition, Activité Physique et Poids, Institut national de santé publique du Québec

Audrey Tessier, Direction du développement et de l'aménagement du territoire agricole, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

Geneviève Colombani-Lachapelle, Direction du développement et de l'aménagement du territoire agricole, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

Valérie Noël, Direction des stratégies d'inspection et de la réglementation, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

Sophie Paquin, Environnement urbain et saines habitudes de vie, DSPublique, CIUSSS Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal

-
- ¹ Frieden T.R., cité dans Monroe J.A. (2011). *Exploring the contexte – Contemporary public health*, American Journal of Preventive Medicine; 41(4S3) : S155-S159.
- ² Vivre en Ville (2014). *Villes nourricières : mettre l'alimentation au cœur des collectivités*, 141 p.
- ³ Moisson Québec. *Jardins collectifs* [En ligne] <http://www.moissonquebec.com/actions/services-aux-organismes/pratiques-alternatives/jardins-collectifs/>, page consultée le 18 mars 2015.
- ⁴ Boulianne M., Olivier-D'Avignon G. et Galarneau V. (2010) *Les retombées sociales du jardinage communautaire et collectif dans la conurbation de Québec*, VertigO – la revue électronique en sciences de l'environnement, vol. 10, n°2; 1-17.
- ⁵ Vivre en Ville (2014). *Villes nourricières : mettre l'alimentation au cœur des collectivités*, 141 p.
- ⁶ Moisson Québec. *Jardins collectifs* [En ligne] <http://www.moissonquebec.com/actions/services-aux-organismes/pratiques-alternatives/jardins-collectifs/>, page consultée le 18 mars 2015.
- ⁷ Boulianne M., Olivier-D'Avignon G. et Galarneau V. (2010) *Les retombées sociales du jardinage communautaire et collectif dans la conurbation de Québec*, VertigO – la revue électronique en sciences de l'environnement, vol. 10, n°2; 1-17.
- ⁸ Vivre en Ville (2014). *Villes nourricières : mettre l'alimentation au cœur des collectivités*, 141 p.
- ⁹ Boulianne M., Olivier-D'Avignon G. et Galarneau V. (2010) *Les retombées sociales du jardinage communautaire et collectif dans la conurbation de Québec*, VertigO – la revue électronique en sciences de l'environnement, vol. 10, n°2; 1-17.
- ¹⁰ Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (2009). *Portrait de l'offre alimentaire québécoise*, 37 p.
- ¹¹ Boulianne M. (2014). *Le jardinage partagé en milieu urbain : nourrir le corps, l'esprit, les liens sociaux et les compétences alimentaires*. Nutrition – Science en évolution; 12(1) : 13-16.

-
- ¹² Park Y., Quinn J., Florez K. et coll. (2011). *Hispanic immigrant women's perspective on healthy foods and the New York City retail food environment: A mixed-method study*. *Social Science and Medicine*; 73(1) : 13-21.
- ¹³ Blitstein J.L., Snider J., Evans W.D. (2012). *Perceptions of the food shopping environment are associated with greater consumption of fruits and vegetables*. *Public Health Nutrition*; 15(6) : 124-1129.
- ¹⁴ McCormack L.A., Laska M.N., Larson N.I. et coll. (2010). *Review of the nutritional implications of farmer's markets community gardens : A call for evaluation and research efforts*. *Journal of the American Dietetic Association*; 110(3) : 339-408.
- ¹⁵ Duchesne M. (2010). *Huit études de cas illustrant l'approche de développement de communautés saines et durables expérimentée au Québec*, Agence de la santé publique du Canada, 51 p.
- ¹⁶ Draper, Carrie, and Darcy Freedman. "Review and Analysis of the Benefits, Purposes, and Motivations Associated with Community Gardening in the United States." *Journal of Community Practice* 18, no. 4 (December 1, 2010): 458–92. doi:10.1080/10705422.2010.519682.
- ¹⁷ Boulianne M., Olivier-D'Avignon G. et Galarneau V. (2010) *Les retombées sociales du jardinage communautaire et collectif dans la conurbation de Québec*, VertigO – la revue électronique en sciences de l'environnement, vol. 10, n°2; 1-17.
- ¹⁸ Boulianne M. (2014). *Le jardinage partagé en milieu urbain : nourrir le corps, l'esprit, les liens sociaux et les compétences alimentaires*. *Nutrition – Science en évolution*; 12(1) : 13-16.
- ¹⁹ Vivre en ville (2012). *L'agriculture urbaine, composante essentielle des collectivités viables*. Mémoire présenté à l'Office de consultation publique de Montréal dans le cadre de la consultation publique sur l'agriculture urbaine, 27 p.
- ²⁰ *Idem*
- ²¹ Boulianne M., Olivier-D'Avignon G. et Galarneau V. (2010) *Les retombées sociales du jardinage communautaire et collectif dans la conurbation de Québec*, VertigO – la revue électronique en sciences de l'environnement, vol. 10, n°2; 1-17.
- ²² Duchesne M. (2010). *Huit études de cas illustrant l'approche de développement de communautés saines et durables expérimentée au Québec*, Agence de la santé publique du Canada, 51 p.

-
- ²³ Boulianne M., Olivier-D'Avignon G. et Galarneau V. (2010) *Les retombées sociales du jardinage communautaire et collectif dans la conurbation de Québec*, Vertigo – la revue électronique en sciences de l'environnement, vol. 10, n°2; 1-17.
- ²⁴ Roncarolo, Federico, Caroline Adam, Sherri Bisset, and Louise Potvin. "Food Capacities and Satisfaction in Participants in Food Security Community Interventions in Montreal, Canada." *Health Promotion International*, August 12, 2015. doi:10.1093/heapro/dav085.
- ²⁵ Hale J., Knapp C., Bardwell L. et coll. (2011). *Connecting food environments and health through the relational nature of aesthetics : gaining insight through the community gardening experience*. *Social Science and Medicine*; 72(11) : 1853-1863.
- ²⁶ Wang D., Glicksman A. (2013). *Being grounded : benefits of gardening for older adults in low-income housing*. *Journal of Housing for the elderly*; 27(1-2) : 89-104.
- ²⁷ Walter P. (2013). *Theorising community gardens as pedagogical sites in the food movement*. *Environmental education research*; 19(4) : 521-539.
- ²⁸ Boulianne M., Olivier-D'Avignon G. et Galarneau V. (2010) *Les retombées sociales du jardinage communautaire et collectif dans la conurbation de Québec*, Vertigo – la revue électronique en sciences de l'environnement, vol. 10, n°2; 1-17.
- ²⁹ De Schutter O. (2011). Rapport soumis par le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation des Nations Unies.
- ³⁰ Vivre en ville (2012). *L'agriculture urbaine, composante essentielle des collectivités viables*. Mémoire présenté à l'Office de consultation publique de Montréal dans le cadre de la consultation publique sur l'agriculture urbaine, 27 p.
- ³¹ Boulianne M., Olivier-D'Avignon G. et Galarneau V. (2010) *Les retombées sociales du jardinage communautaire et collectif dans la conurbation de Québec*, Vertigo – la revue électronique en sciences de l'environnement, vol. 10, n°2; 1-17.
- ³² Duchesne M. (2010). *Huit études de cas illustrant l'approche de développement de communautés saines et durables expérimentée au Québec*, Agence de la santé publique du Canada, 51 p.
- ³³ Boulianne M., Olivier-D'Avignon G. et Galarneau V. (2010) *Les retombées sociales du jardinage communautaire et collectif dans la conurbation de Québec*, Vertigo – la revue électronique en sciences de l'environnement, vol. 10, n°2; 1-17.
- ³⁴ Boulianne M. (1999). *Agriculture urbaine, rapports sociaux et citoyenneté : le cas du jardinage biologique communautaire au Québec et au Mexique*. Rapport de recherche. Cahiers du CRISES, Université du Québec à Montréal, no ES9917, 87 p.

-
- ³⁵ Duchesne M. (2010). *Huit études de cas illustrant l'approche de développement de communautés saines et durables expérimentée au Québec*, Agence de la santé publique du Canada, 51 p.
- ³⁶ Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre, Direction de santé publique de la Montérégie. *Cultiver son jardin*. [En ligne] <http://extranet.santemonteregie.qc.ca/userfiles/file/sante-publique/promotion-prevention/Jardins-communautaires-collectifs.pdf>, page consultée le 28 octobre 2015.
- ³⁷ Vivre en ville (2012). *L'agriculture urbaine, composante essentielle des collectivités viables*. Mémoire présenté à l'Office de consultation publique de Montréal dans le cadre de la consultation publique sur l'agriculture urbaine, 27 p.
- ³⁸ Boulianne M. (2014). *Le jardinage partagé en milieu urbain : nourrir le corps, l'esprit, les liens sociaux et les compétences alimentaires*. Nutrition – Science en évolution; 12(1) : 13-16.
- ³⁹ Direction de la santé de Montréal (2012). *Semer pour la santé*. Mémoire sur l'agriculture urbaine à Montréal.
- ⁴⁰ Boulianne M. (2014). *Le jardinage partagé en milieu urbain : nourrir le corps, l'esprit, les liens sociaux et les compétences alimentaires*. Nutrition – Science en évolution; 12(1) : 13-16.
- ⁴¹ Vivre en ville (2012). *L'agriculture urbaine, composante essentielle des collectivités viables*. Mémoire présenté à l'Office de consultation publique de Montréal dans le cadre de la consultation publique sur l'agriculture urbaine, 27 p.
- ⁴² Boulianne M., Olivier-D'Avignon G. et Galarneau V. (2010) *Les retombées sociales du jardinage communautaire et collectif dans la conurbation de Québec*, VertigO – la revue électronique en sciences de l'environnement, vol. 10, n°2; 1-17.
- ⁴³ Courville A. (2008). *L'empowerment dans les jardins collectifs de Québec*. Essai de maîtrise en santé communautaire, Département de médecine sociale et préventive, Faculté des sciences infirmières, Université Laval, 143 p.
- ⁴⁴ Les Urbainculteurs. *Toits-jardins* [En ligne] <http://urbainculteurs.org/realisations/toits-jardins>, page consultée le 19 mars 2015.
- ⁴⁵ Vivre en ville (2012). *L'agriculture urbaine, composante essentielle des collectivités viables*. Mémoire présenté à l'Office de consultation publique de Montréal dans le cadre de la consultation publique sur l'agriculture urbaine, 27 p.

-
- ⁴⁶ Boulianne M., Olivier-D'Avignon G. et Galarneau V. (2010) *Les retombées sociales du jardinage communautaire et collectif dans la conurbation de Québec*, VertigO – la revue électronique en sciences de l'environnement, vol. 10, n°2; 1-17.
- ⁴⁷ Duchesne M. (2010). *Huit études de cas illustrant l'approche de développement de communautés saines et durables expérimentée au Québec*, Agence de la santé publique du Canada, 51 p.
- ⁴⁸ Vivre en ville (2012). *L'agriculture urbaine, composante essentielle des collectivités viables*. Mémoire présenté à l'Office de consultation publique de Montréal dans le cadre de la consultation publique sur l'agriculture urbaine, 27 p.
- ⁴⁹ Relf D. (1991). *The role of horticulture in human well-being and social development*. A National Symposium, Portland (Oregon) : Timber Press, 254 p.
- ⁵⁰ Armstrong D. (2000). *A survey of community gardens in upstate New York : implications for health promotion and community development*, Health & Place, n°6, p. 319-327.
- ⁵¹ Brown K.H. et Jameton A.L. (2000). *Public health implications of urban agriculture*, Journal of public health policy; 21(1) : 20-39.
- ⁵² Société canadienne de physiologie de l'exercice (2011). *Directives canadiennes en matière d'activité physique – Glossaire* [En ligne] http://www.csep.ca/cmfiles/directives/paguidelinesglossary_fr.pdf, page consultée le 20 octobre 2015.
- ⁵³ Ministère de la Santé et des Services sociaux (2013). *Jardiner : une façon d'intégrer l'activité physique à son mode de vie*, Bulletin national d'information Investir pour l'avenir. Article rédigé par Diane Boudreault (ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport) et Mario Lapointe (ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'alimentation), vol. 5, n°1, 32 p.
- ⁵⁴ Davies G., Devereaux M., Lennartson M., Schmutz U., William S. (2014). *The benefits of gardening and food growing for health and wellbeing*, Garden Organic and Sustain, 46 p.
- ⁵⁵ Maton F. (2012). *Le jardinage, un réel entraînement sportif!*, Institut de recherche du bien-être, de la médecine et du sport santé [En ligne] <http://www.irbms.com/la-pratique-du-jardinage>, page consultée le 20 octobre 2015.
- ⁵⁶ Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre, Direction de santé publique de la Montérégie. *Cultiver son jardin*. [En ligne] <http://extranet.santemonteregie.qc.ca/userfiles/file/sante-publique/promotion-prevention/Jardins-communautaires-collectifs.pdf>, page consultée le 28 octobre 2015.

-
- ⁵⁷ Boulianne M., Olivier-D'Avignon G. et Galarneau V. (2010) *Les retombées sociales du jardinage communautaire et collectif dans la conurbation de Québec*, VertigO – la revue électronique en sciences de l'environnement, vol. 10, n°2; 1-17.
- ⁵⁸ *Idem*
- ⁵⁹ Duchesne M. (2010). *Huit études de cas illustrant l'approche de développement de communautés saines et durables expérimentée au Québec*, Agence de la santé publique du Canada, 51 p.
- ⁶⁰ *Idem*
- ⁶¹ Santé Canada (2013). *La collaboration avec les épiciers pour encourager les saines habitudes alimentaires*, 66 p.
- ⁶² *Idem*
- ⁶³ Vivre en ville (2012). *L'agriculture urbaine, composante essentielle des collectivités viables*. Mémoire présenté à l'Office de consultation publique de Montréal dans le cadre de la consultation publique sur l'agriculture urbaine, 27 p.
- ⁶⁴ Santé Canada (2013). *La collaboration avec les épiciers pour encourager les saines habitudes alimentaires*, 66 p.
- ⁶⁵ Kalina L. et Gauvin J.L. (1995). *Ensemble pour mieux manger – Guide d'action communautaire contre la faim*, Table de concertation sur la faim du Montréal métropolitain, 77 p.
- ⁶⁶ Santé Canada (2013). *La collaboration avec les épiciers pour encourager les saines habitudes alimentaires*, 66 p.
- ⁶⁷ Duchesne M. (2010). *Huit études de cas illustrant l'approche de développement de communautés saines et durables expérimentée au Québec*, Agence de la santé publique du Canada, 51 p.
- ⁶⁸ Ministère de la Santé et des Services sociaux (2015). *Programme national de santé publique 2015-2025 – Pour améliorer la santé de la population du Québec*, Gouvernement du Québec, 92 p.
- ⁶⁹ Martin C., Brahimi C. (2014). *Référentiel de compétences en prévention et promotion de la santé et des services sociaux du Québec*, Institut national de santé publique du Québec, 78 p.

-
- ⁷⁰ Québec en Forme (2012). *Comment modifier l'environnement bâti pour encourager une saine alimentation chez les jeunes*. Faits saillants de la recherche, numéro 8, 10 p.
- ⁷¹ MacRae R., Donahue K. (2013). *Entrepreneurs en politiques alimentaires municipales : Analyse préliminaire du rôle des villes et districts régionaux canadiens dans l'évolution du système alimentaire*. Toronto Food Policy Council, Vancouver Food Policy Council et Canadian Agro-Food Policy Institute, 38 p.
- ⁷² Vivre en ville (2012). *L'agriculture urbaine, composante essentielle des collectivités viables*. Mémoire présenté à l'Office de consultation publique de Montréal dans le cadre de la consultation publique sur l'agriculture urbaine, 27 p.
- ⁷³ Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre, Direction de santé publique de la Montérégie. *Cultiver son jardin*. [En ligne] <http://extranet.santemonteregie.qc.ca/userfiles/file/sante-publique/promotion-prevention/Jardins-communautaires-collectifs.pdf>, page consultée le 28 octobre 2015.
- ⁷⁴ MAMOT (2009). *D'agriculture urbaine à urbanisme agricole : Une participation au développement durable, une contribution à la production alimentaire*. Document de veille. [En ligne]: http://www.mamrot.gouv.qc.ca/pub/observatoire_municipal/veille/agriculture_urbaine.pdf, page consultée le 21 juillet 2016.
- ⁷⁵ Boulianne M., Olivier-D'Avignon G. et Galarneau V. (2010) *Les retombées sociales du jardinage communautaire et collectif dans la conurbation de Québec*, VertigO – la revue électronique en sciences de l'environnement, vol. 10, n°2; 1-17.
- ⁷⁶ Moisson Québec. *Jardins collectifs* [En ligne] <http://www.moissonquebec.com/actions/services-aux-organismes/pratiques-alternatives/jardins-collectifs/>, page consultée le 18 mars 2015.
- ⁷⁷ Boulianne M., Olivier-D'Avignon G. et Galarneau V. (2010) *Les retombées sociales du jardinage communautaire et collectif dans la conurbation de Québec*, VertigO – la revue électronique en sciences de l'environnement, vol. 10, n°2; 1-17.
- ⁷⁸ Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (2009). *Portrait de l'offre alimentaire québécoise*, 37 p.
- ⁷⁹ Vivre en ville (2012). *L'agriculture urbaine, composante essentielle des collectivités viables*. Mémoire présenté à l'Office de consultation publique de Montréal dans le cadre de la consultation publique sur l'agriculture urbaine, 27 p.
- ⁸⁰ Entrevue MAPAQ réalisée en mars 2016.

-
- ⁸¹ Vivre en Ville (2014). *Villes nourricières : mettre l'alimentation au cœur des collectivités*, 141 p.
- ⁸² De la Cruz Bouliane, A. (2014). *Potentiels de l'agriculture urbaine à Québec. Inventaire des opportunités pour l'implantation de jardins de proximité*. Essai présenté pour l'obtention du grade de Maître es Sciences (M.Sc.) Design urbain, Université Laval, 116 p.
- ⁸³ Saldivar-Tanaka L., Krasny M.E. (2004). *Culturing community development, neighborhood open space and civic agriculture : the case of latino community gardens in New York City*. *Agriculture and Human Values*, 21, 399-412.
- ⁸⁴ Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les Changements climatiques (1998). *Politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés* [En ligne] <http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/sol/terrains/politique/chapitres1-2-3.htm#3>. Quatre principes fondamentaux, page consultée le 21 octobre 2015.
- ⁸⁵ Boulianne M., Olivier-D'Avignon G. et Galarneau V. (2010) *Les retombées sociales du jardinage communautaire et collectif dans la conurbation de Québec*, Vertigo – la revue électronique en sciences de l'environnement, vol. 10, n°2; 1-17.
- ⁸⁶ *Idem*
- ⁸⁷ Entrevue avec MAPAQ réalisée en mars 2016.
- ⁸⁸ Porter I. (2015). *Le fruit social que porte les légumes*, journal Le Devoir [En ligne] <http://www.ledevoir.com/societe/actualites-en-societe/434443/quebec-le-fruit-social-que-portent-les-legumes>, page consultée le 16 octobre 2015.
- ⁸⁹ Santé Canada (2013). *La collaboration avec les épiciers pour encourager les saines habitudes alimentaires*, 66 p.
- ⁹⁰ Avard E. (publication sous peu). *Les serres nordiques : une approche alternative à la sécurité alimentaire au Nunavik*, Thèse de doctorat en sciences géographiques, Université Laval, directrice de recherche : Caroline Desbiens.
- ⁹¹ Bulletin national d'information *Investir pour l'avenir*, vol. 5, no. 3, juin 2013. *Nunavik – Des serres pour la production de fruits et légumes*. Article rédigé par Mario Lapointe, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, avec la collaboration d'Ellen Avard, Université Laval [En ligne] <http://www.saineshabitudesdevie.gouv.qc.ca/extranet/pag/index.php?bulletin-pag>, page consultée le 24 avril 2015.
- ⁹² Présentation de Renaud Payant-Hébert, chargé de projet - Volet Vert / Quartier 21, Projet Harmonie (4 juin 2015). Forum « Placer l'alimentation au cœur des quartiers montréalais », événement organisé par Vivre en ville qui a eu lieu à Montréal, à la Grande Bibliothèque.

-
- ⁹³ Les Urbainculteurs. *Toits-jardins* [En ligne] <http://urbainculteurs.org/realisations/toits-jardins>, page consultée le 19 mars 2015.
- ⁹⁴ Vivre en Ville (2014). *Villes nourricières : mettre l'alimentation au cœur des collectivités*, 141 p.
- ⁹⁵ Rauzon S., Wang M., Studer N. et Crawford P. (2010). *An evaluation of the school lunch initiative*, rapport de Dr Robert C. and Veronica Atkins Center for Weight and Health, University of California, 102 p.
- ⁹⁶ Jégou F., Carey J. (2015). *Creating space for sustainable food systems in urban communities – Practical approaches and examples for cities*, Based on experiences from URBACT II Thematic network Sustainable Food in Urban Communities, 88 p.
- ⁹⁷ Centre de recherche, d'information et de développement de l'économie solidaire (2009). *Répertoire des jardins partagés des régions de Québec et Chaudière-Appalaches*, 72 p.
- ⁹⁸ Les Moissonneurs solidaires [En ligne] <http://www.moissonneurssolidaires.com/>, page consultée le 21 avril 2015.
- ⁹⁹ Journal Le Devoir. *Des choux et des carottes pour contrer l'insécurité alimentaire*, article rédigé par Jeanne Corriveau, publié le 23 avril 2015. [En ligne] <http://www.ledevoir.com/non-classe/438132/jour-de-la-terre-des-choux-et-des-carottes-pour-contrer-l-insecurite-alimentaire>, page consultée le 23 avril 2015.
- ¹⁰⁰ Démarche des premiers quartiers de Trois-Rivières, Page consultée le 21 juillet 2016, <http://www.ecof.qc.ca/index.jsp?p=26>
- ¹⁰¹ Vivre en Ville (2014). *Villes nourricières : mettre l'alimentation au cœur des collectivités*, 141 p.
- ¹⁰² Duchesne M. (2010). *Huit études de cas illustrant l'approche de développement de communautés saines et durables expérimentée au Québec*, Agence de la santé publique du Canada, 51 p.
- ¹⁰³ Vivre en Ville (2014). *Villes nourricières : mettre l'alimentation au cœur des collectivités*, 141 p.
- ¹⁰⁴ Jégou F., Carey J. (2015). *Creating space for sustainable food systems in urban communities – Practical approaches and examples for cities*, Based on experiences from URBACT II Thematic network Sustainable Food in Urban Communities, 88 p.
- ¹⁰⁵ Croquarium (2015). *Nos services aux milieux communautaires et municipaux* [En ligne] <http://www.croquarium.ca/milieux-communautaires-et-municipaux/>, page consultée le 16 octobre 2015.